

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/W/390

G/SCM/W/400

24 avril 1996

(96-1549)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

QUESTIONS POSEES PAR LES ETATS-UNIS CONCERNANT LA
NOTIFICATION¹ DES LOIS ET REGLEMENTATIONS
PRESENTEE PAR LA TUNISIE AU TITRE DE
L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6
DES ACCORDS

La Mission permanente des Etats-Unis a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 23 avril 1996.

1. La législation tunisienne ne semble pas comporter de dispositions exigeant des degrés de soutien spécifiques de la branche de production, comme le prescrit l'article 5.4 de l'Accord antidumping. Comment cette disposition est-elle mise en oeuvre dans le cadre de la législation tunisienne?
2. Quel est le délai minimal après l'ouverture d'une enquête dans lequel un droit préliminaire peut être appliqué?
3. Quelle disposition a été prévue pour les "réexamens relatifs aux nouveaux exportateurs", prescrits à l'article 9.5 de l'Accord antidumping?
4. Quelle disposition a été prévue pour la révision judiciaire prescrite à l'article 13 de l'Accord antidumping?
5. Il ne semble pas être exigé que le caractère spécifique des subventions soit constaté avant que des droits compensateurs puissent être imposés. Cela est-il exact?
6. Pourriez-vous expliquer la signification de l'article 18 (page 3), qui dispose que:

Lorsqu'il est constaté après enquête que l'exportateur prend en charge le droit compensateur en totalité ou en partie, directement ou indirectement, un droit compensateur additionnel peut être institué conformément aux articles 14 et 15 de la présente loi.
7. Dans quel délai les enquêtes doivent-elles être conclues?

¹G/ADP/N/1/TUN/1-G/SCM/N/1/TUN/1.